



**LOI N° 25-08  
PORTANT CREATION DE L'OFFICE NATIONAL  
DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS  
ALIMENTAIRES**

*Bulletin Officiel n° 7514 du 05 mars 2009, page 358*



**Dahir n° 1-09-20 du 22 safar 1430 (18 février 2009) portant promulgation  
de la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire  
des produits alimentaires.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

*(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)*

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 26 et 58,

A DECIDE CE QUI SUIIT :

Est promulguée et sera publiée au Bulletin officiel à la suite du présent dahir,  
la loi n° 25-08 portant création de l'Office national de sécurité sanitaire des  
produits alimentaires, telle qu'adoptée par la Chambre des représentants et la  
Chambre des conseillers,

*Fait à Fès, le 22 safar 1430 (18 février 2009).*

*Pour contreseing :*

*Le Premier ministre,*

*ABBAS EL FASSI.*

## LOI N° 25-08

# PORTANT CREATION DE L'OFFICE NATIONAL DE SECURITE SANITAIRE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

## TITRE PREMIER

### DENOMINATION ET OBJET

#### ARTICLE PREMIER

Il est créé, sous la dénomination «Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires », désigné ci-après « office », un établissement doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

L'office est placé sous la tutelle de l'Etat, laquelle a pour objet de faire respecter par les organes compétents de l'office les dispositions de la présente loi, en particulier celles relatives aux missions qui lui sont imparties et, de manière générale, de veiller à l'application de la législation et de la réglementation concernant les établissements publics.

L'office est également soumis au contrôle financier de l'Etat applicable aux entreprises publiques et autres organismes conformément à la législation en vigueur.

#### ARTICLE 2

Sous réserve des attributions dévolues par la législation et la réglementation en vigueur aux départements ministériels ou autres organismes, l'office exerce, pour le compte de l'Etat, les attributions relatives à la protection de la santé du consommateur et à la préservation de la santé des animaux et des végétaux.

A cet effet, l'office exerce les missions suivantes, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur :

- appliquer la politique du gouvernement en matière de sécurité sanitaire des végétaux, des animaux et des produits alimentaires depuis les matières premières jusqu'au consommateur final, y compris les denrées destinées à l'alimentation des animaux ;
- assurer la protection sanitaire du patrimoine végétal et animal national et contrôler les produits végétaux et animaux ou d'origine végétale ou animale, y compris les produits de la pêche, à l'importation, sur le marché intérieur et à l'exportation ;
- assurer la surveillance sanitaire des animaux

et contrôler leur identification et leurs mouvements;

- appliquer la réglementation en vigueur en matière de police sanitaire vétérinaire et phytosanitaire ;
- procéder à l'analyse des risques sanitaires que peuvent engendrer les produits alimentaires et les denrées destinées à l'alimentation des animaux sur la santé des consommateurs ainsi que les agents pathogènes pour la santé des végétaux et des animaux ;
- contrôler les maladies des végétaux et des animaux, les produits issus des végétaux et des animaux, les produits alimentaires, les denrées destinées à l'alimentation des animaux, les médicaments vétérinaires ou tout autre produit destiné à l'usage de la médecine et de la chirurgie vétérinaires ;
- délivrer les autorisations ou les agréments sanitaires, selon le cas, des établissements dans lesquels les produits alimentaires et les denrées destinées à l'alimentation des animaux sont produits, fabriqués, traités, manipulés, transportés, entreposés, conservés ou mis en vente, à l'exception des halles aux poissons, des navires de pêche, des barges flottantes et des unités de traitement, de production, de transformation, de conditionnement et de conservation des produits et sous-produits de pêche maritime ;
- émettre son avis en ce qui concerne la conformité sanitaire des établissements de pêche maritime visés au paragraphe précédent avant leur agrément ;
- contrôler et procéder à l'enregistrement des médicaments vétérinaires et des établissements pharmaceutiques vétérinaires ;
- contrôler les additifs alimentaires, le matériel de conditionnement, les produits et matériaux susceptibles d'entrer en contact avec les produits alimentaires ainsi que les engrais et les eaux d'irrigation ;
- autoriser et/ou enregistrer les exploitations d'élevage ;
- contrôler et procéder à l'homologation des pesticides et à l'agrément des établissements qui les produisent, les importent ou les exportent,
- contrôler et procéder à la certification des semences et des plants et à l'agrément des établissements qui les produisent, les importent ou les exportent. La réalisation de tout ou partie

de certaines des missions sus indiquées, peut être déléguée par le conseil d'administration de l'office, sous son contrôle, à des organismes publics ou à des personnes morales de droit privé agréés par l'office à cet effet. Lesdites missions sont fixées par arrêté ministériel de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture.

### ARTICLE 3

Les attributions et la responsabilité des fonctionnaires et agents de la répression des fraudes assermentés, des inspecteurs de la protection des végétaux, des vétérinaires inspecteurs et des techniciens d'élevage assermentés et relevant de l'office demeurent régies par les dispositions législatives et réglementaires qui leurs sont applicables, notamment :

- le dahir du 5 mai 1916 prescrivant la visite sanitaire des animaux et produits animaux exportés ;
- le dahir du 20 septembre 1927 portant règlement de police sanitaire des végétaux ;
- le dahir portant loi n° 1-75-292 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) édictant des mesures propres à garantir les animaux domestiques contre les maladies contagieuses;
- le dahir portant loi n° 1-75-291 du 24 chaoual 1397 (8 octobre 1977) édictant des mesures relatives à l'inspection sanitaires et qualitatives des animaux vivants et des denrées animales ou d'origine animale ;
- la loi n° 21-80 relative à l'exercice, à titre privé, de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie vétérinaires, promulguée par le dahir n° 1-80-340 du 17 safar 1401 (25 décembre 1980);
- la loi n° 13-83 relative à la répression des fraudes sur les marchandises, promulguée par le dahir n° 1-83-108 du 9 moharrem 1405 (5 octobre 1984) ;
- la loi n° 24-89 édictant des mesures de police sanitaire vétérinaire à l'importation d'animaux, de denrées animales, de produits d'origine animale, de produits de multiplication animale et de produits de la mer et d'eau douce, promulguée par le dahir n° 1-89-230 du 22 rabii I 1414(10 septembre 1993)
- la loi n° 49-99 relative à la protection sanitaire des élevages avicoles, au contrôle de la production et la commercialisation des produits avicoles, promulguée par le dahir n° 1-02-119 du 1er rabii II 1423 (13 juin 2002).

## TITRE II

### ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE GESTION

#### ARTICLE 4

L'office est administré par un conseil d'administration et géré par un directeur général.

#### ARTICLE 5

Le conseil d'administration est composé des représentants de l'Etat. Il peut inviter à assister, à titre consultatif, à ses réunions toute personne du secteur public ou privé, dont la participation est jugée utile.

#### ARTICLE 6

Le conseil d'administration dispose de tous les pouvoirs et attributions nécessaires à l'administration de l'office, notamment, il :

- élabore la politique générale de l'office dans le cadre des orientations fixées par le gouvernement ;
- arrête le projet de budget et les états prévisionnels pluriannuels de l'office ;
- approuve les comptes annuels de l'office et décide de l'affectation des résultats ;
- approuve le rapport annuel de gestion établi par le directeur général de l'office ;
- fixe les prix des services et prestations rendus aux tiers ;
- élabore le statut du personnel fixant en particulier les conditions de recrutement, de rémunération et de déroulement de carrière du personnel de l'office ;
- arrête l'organigramme fixant les structures organisationnelles centrales et extérieures et leurs attributions ;
- arrête le règlement fixant les conditions et formes de passation des marchés ;
- arrête les conditions dans lesquelles la réalisation de certaines missions de l'office sont déléguées à des organismes publics ou à des personnes morales de droit privé.

Le conseil d'administration peut donner délégation au directeur général de l'office pour le règlement d'affaires déterminées.

#### ARTICLE 7

Le conseil d'administration peut décider de la création de tout comité consultatif dont il fixe la composition et les modalités de fonctionnement.

### ARTICLE 8

Le conseil d'administration se réunit sur convocation de son président aussi souvent que les besoins l'exigent et au moins deux fois par an. Il délibère valablement lorsque la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés, et prend ses décisions à la majorité des voix. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

### ARTICLE 9

Sous réserve des dispositions de l'article 3 ci-dessus, le directeur général détient tous les pouvoirs et attributions nécessaires à la gestion de l'ensemble des services de l'office et agit en son nom. Il exécute les décisions du conseil d'administration et, le cas échéant, les décisions du ou des comités créés par ce dernier. Il accomplit ou autorise tout acte ou toute opération relatif à l'objet de l'office et le représente vis-à-vis de l'Etat, de tout organisme public ou privé et de tous tiers et fait tout acte conservatoire. Il représente l'office en justice et peut intenter toute action en justice ayant pour objet la défense des intérêts de l'office mais doit, toutefois, en aviser immédiatement le président du conseil d'administration. Il assiste, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration et du ou des comités créés par ce dernier, le cas échéant. Il peut déléguer, sous sa responsabilité, partie de ses pouvoirs et attributions au personnel placé sous son autorité.

## TITRE III

### RESSOURCES ET ORGANISATION FINANCIERE

#### ARTICLE 10

Le budget de l'office comprend :

##### a) En recettes ;

- les revenus provenant de ses activités ;
- les subventions de l'Etat, des collectivités locales et de tout organisme de droit public ou privé ;
- les dons et legs et produits divers ;
- toutes autres recettes, notamment parafiscales, qui peuvent lui être attribuées ultérieurement.

##### b) En dépenses :

- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- toutes autres dépenses en relation avec les missions de l'office.

### ARTICLE 11

Les biens immeubles relevant du domaine privé de l'Etat, affectés à l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, et nécessaires à l'accomplissement des missions de l'office sont mis à la disposition de ce dernier selon les modalités fixées par voie réglementaire. Les biens meubles détenus par les structures administratives relevant de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture et exerçant, à la date visée au premier alinéa ci-dessus, les attributions relevant des missions de l'office sont transférés en pleine propriété et à titre gratuit à ce dernier, selon les modalités fixées par voie réglementaire. Les dossiers et archives relatifs aux missions qui sont dévolues à l'office et détenus par l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture, à la date visée au premier alinéa ci-dessus, sont transférés également à l'office.

## TITRE IV

### PERSONNEL

#### ARTICLE 12

Nonobstant toutes dispositions législatives et réglementaires contraires, le personnel titulaire et stagiaire en fonction au sein des structures centrales et extérieures de l'autorité gouvernementale chargée de l'agriculture, à la date visée à l'article 11 ci-dessus et chargées des attributions relevant des missions de l'office, est détaché d'office à ce dernier. Ce personnel est intégré à sa demande dans les cadres de l'office dans les conditions et selon les critères fixés par le statut particulier du personnel de celui-ci.

#### ARTICLE 13

La situation statutaire conférée par le statut particulier du personnel de l'office au personnel intégré, conformément à l'article 12 ci-dessus, ne saurait en aucun cas être moins favorable que celle détenue par les intéressés à la date de leur intégration. Les services effectués dans l'administration d'origine par le personnel visé à l'article 12 ci-dessus sont considérés comme ayant été effectués au sein de l'office.

#### ARTICLE 14

Nonobstant toutes dispositions contraires, le personnel intégré à l'office continue à être affilié en ce qui concerne le régime de pensions, aux caisses auxquelles il cotisait à la date de son intégration.

## المادة 8

يجتمع مجلس الإدارة باستدعاء من رئيسته كلما دعت حاجة المكتب إلى ذلك وعلى الأقل مرتين في السنة.  
يشترط لصحة مداوالات مجلس الإدارة أن يحضرها أو يمثل فيها نصف أعضائه على الأقل ويتخذ قراراته بأغلبية الأصوات. فإن تعادلت ، يرجح الجانب الذي يكون فيه الرئيس.

## المادة 9

مع مراعاة أحكام المادة 3 أعلاه، يتمتع المدير العام بجميع السلط والصلاحيات اللازمة لتسيير جميع مصالح المكتب ويتصرف باسمه.

وينفذ قرارات مجلس الإدارة وعند الاقتضاء قرارات اللجنة أو اللجن المحدثة من طرف هذا الأخير.

ويباشر أو يأذن بمباشرة جميع الأعمال أو العمليات المتعلقة بغرض المكتب ويمثله إزاء الدولة وجميع الهيآت العمومية والخاصة وجميع الأعيان ويقوم بجميع الإجراءات التحفظية.

ويمثل المكتب أمام المحاكم ويجوز له أن يقيم جميع الدعاوي القضائية للدفاع عن مصالح المكتب على أن يقوم بإخطار رئيس مجلس الإدارة بذلك على الفور.

ويحضر بصفة استشارية اجتماعات مجلس الإدارة واللجنة أو اللجان التي تحدث من طرف المجلس عند الاقتضاء.

ويمكنه أن يفوض تحت مسؤوليته بعض سلطه واختصاصاته إلى المستخدمين العاملين تحت إمرته.

## القسم الثالث

### الموارد والتنظيم المالي

## المادة 10

تتضمن ميزانية المكتب :

(أ) في باب الموارد :

- عائدات الأنشطة التي يقوم بها ؛
- إعانات الدولة والجماعات المحلية وجميع الهيآت الخاضعة للقانون العام أو الخاص ؛
- الهبات والوصايا والداخيل المختلفة ؛
- جميع الداخيل الأخرى ولا سيما شبه الضريبية منها التي يمكن أن تخصص له مستقبلا.

(ب) في باب النفقات :

- نفقات الاستثمار ؛
- نفقات التسيير ؛
- جميع النفقات الأخرى المرتبطة بأنشطة المكتب.

## المادة 11

توضع رهن إشارة المكتب، وفق كفاءات تحدد بنص تنظيمي، الأملاك العقارية التابعة للملك الخاص للدولة اللازمة للقيام بمهامه والمخصصة للسلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة في تاريخ دخول هذا القانون حيز التنفيذ.

وتنقل إلى المكتب بكامل الملكية وبدون عوض الأملاك المنقولة التي توجد في حوزة البنيات الإدارية التابعة للسلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة التي تمارس في التاريخ المشار إليه في الفقرة الأولى أعلاه الاختصاصات التي تدخل في نطاق المهام الموكولة إلى المكتب وذلك وفقا لكفاءات تحدد بنص تنظيمي.

تنقل أيضا إلى المكتب الملفات والأرشيفات المتعلقة بالمهام المسندة إليه والتي تمسكها السلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة في التاريخ المشار إليه في الفقرة الأولى أعلاه .

## القسم الرابع

### المستخدمون

## المادة 12

بالرغم من جميع الأحكام التشريعية والتنظيمية المنافية، يلحق تلقائيا بالمكتب الموظفون الرسمون والمتدربون العاملون في التاريخ المشار إليه في المادة 11 أعلاه بالهيكل المركزية والخارجية التابعة للسلطة الحكومية المكلفة بالفلاحة والمكلفة باختصاصات تدخل في نطاق مهام المكتب .

يتم إدماج هؤلاء الموظفين، بناء على طلب منهم، في أطر المكتب وذلك وفق شروط ومعايير يحددها النظام الأساسي الخاص بمستخدمي المكتب.

## المادة 13

لا يجوز بأي حال من الأحوال أن تكون الوضعية التي يخولها النظام الأساسي الخاص بمستخدمي المكتب للموظفين المدمجين، وفقا لأحكام المادة 12 أعلاه، أقل فائدة من الوضعية التي كانت للمعنيين بالأمر في تاريخ إدماجهم.

وتعتبر الخدمات التي أنجزها الموظفون المشار إليهم في المادة 12 أعلاه، بالإدارة الأصلية، كما لو أنجزت بالمكتب.

## المادة 14

بالرغم من جميع الأحكام المنافية، يظل الموظفون الذين تم إدماجهم بالمكتب، فيما يخص نظام المعاشات، منخرطين في الصناديق التي كانوا يؤدون إليها اشتراكاتهم في تاريخ إدماجهم.

## القسم الثاني

### أجهزة الإدارة والتسيير

#### المادة 4

يدير المكتب مجلس إدارة ويسيره مدير عام.

#### المادة 5

يتكون مجلس الإدارة من ممثلين عن الدولة.  
يمكن للمجلس استدعاء أي شخص ينتمي إلى القطاع العام  
أو الخاص يرى فائدة في مشاركته لحضور اجتماعاته بصفة  
استشارية.

#### المادة 6

يتمتع مجلس الإدارة بجميع السلط والاختصاصات اللازمة  
لإدارة المكتب، ولا سيما :

- وضع السياسة العامة للمكتب في إطار التوجهات  
المحددة من لدن الحكومة ؛
- تحديد مشروع ميزانية المكتب والبيانات التوقعية  
المتعددة السنوات ؛
- المصادقة على الحسابات السنوية للمكتب وإقرار  
تخصيص النتائج ؛
- المصادقة على التقرير السنوي عن التسيير المعد من  
طرف المدير العام للمكتب ؛
- تحديد أسعار الخدمات المقدمة للغير ؛
- وضع النظام الأساسي للمستخدمين الذي تحدد فيه  
بوجه خاص الشروط المتعلقة بالتوظيف والأجور  
والمسار المهني لمستخدمي المكتب ؛
- حصر المخطط التنظيمي الذي تحدد فيه البنيات  
التنظيمية المركزية والخارجية وكذا اختصاصاتها ؛
- وضع النظام الذي يحدد قواعد وطريقة إبرام  
الصفقات ؛
- تحديد الشروط التي يفوض على أساسها إنجاز بعض  
مهام المكتب لفائدة بعض الهيئات العمومية أو  
الأشخاص المعنوية الخاضعة للقانون الخاص.

يمكن لمجلس الإدارة أن يمنح تفويضا إلى المدير العام من  
أجل تسوية قضايا معينة.

#### المادة 7

يمكن لمجلس الإدارة أن يقرر إحداث أي لجنة استشارية  
يحدد تكوينها وكيفية تسييرها.

يمكن أن يفوض مجلس إدارة المكتب، تحت مراقبته، إنجاز  
كل أو جزء من بعض المهام المشار إليها أعلاه إلى هيآت عامة  
أو أشخاص معنوية خاضعة للقانون الخاص يعتمدها  
المكتب لهذا الغرض. وتحدد هذه المهام بقرار وزاري للسلطة  
الحكومية المكلفة بالفلاحة.

#### المادة 3

تظل اختصاصات ومسؤولية موظفي وأعوان زجر الغش  
المحلفين ومفتشي وقاية النباتات والبيطرة المفتشين وتقنيي  
تربية المواشي المحلفين التابعين للمكتب خاضعة للأحكام  
التشريعية والتنظيمية المطبقة عليهم، ولا سيما :

- الظهير الشريف الصادر في 05 مايو 1916 بفرض  
المراقبة الصحية على الحيوانات والمنتجات الحيوانية  
المعدة للتصدير ؛
- الظهير الشريف الصادر في 20 شتنبر 1927 بمثابة  
نظام للمراقبة الصحية للنباتات ؛
- الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1-75-292 الصادر  
في 05 من شوال 1397 (19 شتنبر 1977) المتعلق  
باتخاذ التدابير الكفيلة بحماية الحيوانات الداجنة من  
الأمراض المعدية ؛
- الظهير الشريف بمثابة قانون رقم 1-75-291 الصادر  
في 24 من شوال 1397 (08 أكتوبر 1977) المعلق  
بتدابير التفتيش من حيث السلامة والجودة بالنسبة  
للحيوانات الحية والمواد الحيوانية أو ذات الأصل  
الحيواني ؛
- القانون رقم 80-21 المتعلق بممارسة الطب البيطري  
والجراحة والصيدلة البيطرية بصفة حرة الصادر بتنفيذه  
الظهير الشريف رقم 1-80-340 بتاريخ 17 من صفر  
1401 (25 دجنبر 1980) ؛
- القانون رقم 83-13 المتعلق بالزجر عن الغش في  
البضائع الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم  
1-83-108 بتاريخ 09 من محرم 1405 (05 أكتوبر  
1984) ؛
- القانون رقم 89-24 المتعلق باتخاذ تدابير صحية  
بيطرية عند استيراد بعض الحيوانات و المواد الحيوانية  
والمنتجات من أصل حيواني والمواد المستخدمة لتناسل  
الحيوانات ومنتجات البحر والمياه العذبة الصادر بتنفيذه  
الظهير الشريف رقم 1-89-230 بتاريخ 22 من ربيع  
الاول 1414 ( 10 شتنبر 1993) ؛
- القانون رقم 99-49 المتعلق بالوقاية الصحية لتربية  
الطيور الداجنة وبمراقبة إنتاج وتسويق منتوجاتها  
الصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1-02-119  
بتاريخ فاتح ربيع الآخر 1423 (13 يونيو 2002).



## قانون رقم 25-08 القاضي بإحداث المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية

### القسم الأول

### التسمية والغرض

#### المادة 1

تحدث مؤسسة عمومية تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال المالي تحمل اسم «المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية» ويشار إليها بعده بالمكتب.

يخضع المكتب لوصاية الدولة، ويكون الغرض من هذه الوصاية العمل على احترام أجهزته المختصة لأحكام هذا القانون، وخاصة ما يتعلق منها بالمهام المنوطة به، وبصفة عامة، الحرص على تطبيق النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالمؤسسات العامة.

يخضع المكتب كذلك للمراقبة المالية للدولة المطبقة على المنشآت العامة وهيئات أخرى طبقا للنصوص التشريعية الجاري بها العمل.

#### المادة 2

مع مراعاة الاختصاصات المخولة بموجب النصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل للقطاعات الوزارية أو الهيئات أخرى، يمارس المكتب، لحساب الدولة، الاختصاصات المتعلقة بحماية صحة المستهلك والحفاظ على صحة الحيوانات والنباتات.

ولهذه الغاية، يمارس المكتب المهام التالية، وفقا للنصوص التشريعية والتنظيمية الجاري بها العمل :

- تطبيق سياسة الحكومة في مجال السلامة الصحية للنباتات والحيوانات والمنتجات الغذائية بدءا من المواد الأولية وصولا إلى المستهلك النهائي، بما في ذلك المواد المعدة لتغذية الحيوانات مع إمكانية إبداء الرأي عند وضع هذه السياسة ؛
- تولي الحماية الصحية للرصيد النباتي والحيواني الوطني ومراقبة المنتجات النباتية والحيوانية أو ذات الأصل النباتي أو الحيواني، بما في ذلك منتجات الصيد سواء عند استيرادها أو في السوق الداخلي أو عند تصديرها ؛

- تولي المراقبة الصحية للحيوانات ومراقبة ترقيمها وتنقلاتها ؛
- تطبيق النصوص التنظيمية الجاري بها العمل في مجال الشرطة الصحية البيطرية والنباتية ؛
- القيام بتحليل المخاطر الصحية، التي يمكن أن تتسبب فيها المنتجات الغذائية والمواد المعدة لتغذية الحيوانات على صحة المستهلكين وكذا العوامل المرضية بالنسبة لصحة النباتات والحيوانات ؛
- مراقبة أمراض النباتات والحيوانات والمنتجات المتأتية من النباتات والحيوانات والمنتجات الغذائية والمواد المعدة لتغذية الحيوانات والأدوية البيطرية وكل المنتجات الأخرى الموجهة للاستعمال الطبي البيطري أو للجراحة البيطرية ؛
- تسليم الأذون أو الاعتمادات الصحية حسب الحالة للمؤسسات التي تنتج فيها المنتجات الغذائية والمواد المعدة لتغذية الحيوانات أو تصنع أو تعالج أو تناول أو تنقل أو تودع أو يحفظ بها أو تباع فيها باستثناء أسواق السمك بالجملة وبواخر الصيد والنقلات المائية ووحدات معالجة وإنتاج وتحويل وتوضيب وحفظ منتجات الصيد البحري والمواد الثانوية لها ؛
- إبداء الرأي فيما يخص المطابقة الصحية لمؤسسات الصيد البحري المشار إليها في الفقرة السالفة قبل اعتمادها ؛
- مراقبة الأدوية البيطرية والمؤسسات الصيدلانية البيطرية والقيام بتسجيلها ؛
- مراقبة الإضافات الغذائية ومعدات التغليف والمنتجات والمواد التي يمكن أن تلامس المنتجات الغذائية وكذا الأسمدة ومياه السقي ؛
- الإذن لاستغلاليات تربية المواشي و/أو تسجيلها ؛
- مراقبة مبيدات الآفات الزراعية والمصادقة عليها واعتماد المؤسسات التي تنتجها أو تستوردها أو تصدرها ؛
- مراقبة واعتماد البذور والأغراس والإشهاد على مطابقتها واعتماد المؤسسات التي تنتجها أو تستوردها أو تصدرها.

ظهير شريف رقم 1.09.20 صادر في 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009)  
بتنفيذ القانون رقم 25.08 القاضي بإحداث المكتب الوطني للسلامة الصحية  
للمنتجات الغذائية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الدستور ولاسيما الفصلين 26 و 58 منه،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينفذ وينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، القانون  
رقم 25.08 القاضي بإحداث المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية، كما  
وافق عليه مجلس المستشارين ومجلس النواب.

وحرر بفاس في

22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009)

وقعه بالعطف :

الوزير الأول،

عباس الفاسي





# قانون رقم 08-25 القاضي بإحداث المكتب الوطني للسلامة الصحية للمنتجات الغذائية

الصادر بظهير شريف رقم 1.09.20  
بتاريخ 22 من صفر 1430 (18 فبراير 2009)

جريدة رسمية عدد 5712 بتاريخ 26 فبراير 2009، ص 599